

Le supplément au certificat partiel est toujours délivré en même temps que le certificat partiel d'un module ouvert au sens de l'article 25bis du même décret. »

**Art. 6.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 2009, à l'exception de l'article 3, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2010.

**Art. 7.** Le Ministre flamand qui a l'Enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 4 septembre 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Égalité des Chances et des Affaires bruxelloises,  
P. SMET

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 3516

[C — 2009/29557]

#### 14 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de crise

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, tel qu'il a été modifié, l'article 44, modifié par le décret du 29 mars 2001, et l'article 47, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par le décret du 29 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, tel que modifié, l'article 37;

Vu l'avis n° 97 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 12 février 2009;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 janvier 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 février 2009;

Vu l'avis 46.359/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 avril 2009 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Les conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services de crise visés parmi les institutions prenant en charge des jeunes mentionnés aux articles 1<sup>er</sup>, 14° et 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, sont fixées par le présent arrêté.

#### CHAPITRE II. — *Les missions*

**Art. 2.** Le service de crise, ci-après dénommé le service, a pour mission d'organiser en permanence la prise en charge concomitante de six jeunes qui se trouvent en situation de crise aiguë pour lesquelles les services habituellement interpellés sont en échec ou en difficultés et qui nécessitent une aide immédiate consistant soit en un hébergement en dehors de leur milieu familial de vie, soit en une aide éducative dans leur milieu familial de vie, soit en une aide en logement autonome.

Le service contribue également à l'élaboration de programmes d'aide pouvant être mis en œuvre à l'issue de l'accueil du jeune par le service selon les directives données en ce sens par l'instance de décision.

**Art. 3.** Le service travaille sur mandat d'une instance de décision qui est le conseiller de l'aide à la jeunesse ou le directeur de l'aide à la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse, dans le cadre de l'application du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ou de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait. Le mandat ne peut concerner qu'un seul jeune.

La durée de la prise en charge par le service est limitée à vingt jours ouvrables maximum.

Le service adresse un rapport à l'instance de décision le jour qui précède la fin du mandat. Lorsque le service est mandaté par le tribunal de la jeunesse, il transmet copie de ce rapport au service de protection judiciaire.

Dans les limites de sa capacité de prises en charge définie à l'article 2, le service est tenu de réagir endéans les deux heures de son interpellation. Cette réaction peut faire l'objet d'un contact, d'une réunion ou d'une prise en charge immédiate ou décalée.

La disponibilité du service doit s'étendre, au moins, de 9 à 20 heures les jours ouvrables et de 13 à 19 heures les jours non ouvrables.

Le service ne pourra refuser une prise en charge que si sa capacité prévue à l'article 2 est atteinte.

**Art. 4.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par nombre de situations visées par le projet pédagogique, le nombre moyen de situations pouvant être traitées simultanément. Le nombre de situations effectives est déterminé par le nombre de mandats confiés au service. Le début de la prise en charge correspond à la date du mandat.

Pour l'application de l'article 25, § 2, de l'arrêté visé à l'article 6, le taux de prise en charge est fixé à 80 % pour le service visé par le présent arrêté.

CHAPITRE III. — *Le subventionnement*

*Section 1<sup>re</sup>.* — Dispositions générales concernant les subventions pour frais de personnel et de fonctionnement

**Art. 5.** Les prises en charge de jeunes confiés par d'autres instances que celles visées à l'article 3 ne sont pas autorisées.

*Section 2.* — Subventions pour frais de personnel

**Art. 6.** La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 31 à 33 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, est accordée au service sur la base des normes d'effectif suivantes :

- 1° 2 éducateurs;
- 2° 1 psycho-social.

Pour la justification de la subvention annuelle provisionnelle visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, seules les fonctions suivantes sont prises en considération dans les catégories de personnel reprises à l'annexe 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse :

A. Personnel éducateur : toutes les fonctions;

B. Personnel psycho-social : assistant social ou auxiliaire social ou assistant en psychologie, les licenciés possédant une des cinq licences mentionnées à l'annexe 3 précitée, hormis la licence en droit.

*Section 3.* — Subventions pour frais de fonctionnement

**Art. 7.** La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 35 et 36 de l'arrêté visé à l'article 6, accordée au service, est fixée sur base de 15.661 euros indexables.

CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

**Art. 8.** La Ministre qui a l'Aide à la jeunesse dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 14 mai 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 3516

[C - 2009/29557]

**14 MEI 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van crisisdiensten**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, zoals gewijzigd, artikel 44, gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2001, en artikel 47, eerste lid, gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2001;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, zoals gewijzigd, artikel 37;

Gelet op het advies nr. 97 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, verleend op 12 februari 2009;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 januari 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 19 februari 2009;

Gelet op het advies nr. 46.359/4 van de Raad van State, gegeven op 27 april 2009 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de jeugd en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsveld*

**Artikel 1.** De bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de crisisdiensten bedoeld onder de instellingen voor jongeren vermeld bij de artikelen 1, 14° en 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, worden door dit besluit bepaald.

HOOFDSTUK II. — *Opdrachten*

**Art. 2.** De crisisdienst, hierna de dienst, heeft tot opdracht permanent voor de gelijktijdige opvang te zorgen van zes jongeren die zich in een acute crisistoestand bevinden waarvoor de gewoonlijk te hulp geroepen diensten falen of waarmee ze moeilijkheden ervaren, en die rechtstreeks hulpverlening nodig hebben ofwel via huisvesting buiten hun gezinsmilieu, ofwel via opvoedende hulpverlening in hun gezinsmilieu, ofwel via hulpverlening voor zelfstandige huisvesting.

De dienst draagt ook bij tot het uitwerken van hulpprogramma's die verwezenlijkt kunnen worden na de opvang van de jongere door de dienst volgens de in deze zin door de beslissende instantie gegeven richtlijnen.

**Art. 3.** De dienst werkt op basis van een mandaat van de beslissende instantie, d.w.z. de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd of de directeur voor hulpverlening aan de jeugd of de jeugdrechtbank, in het kader van de toepassing van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd of van de wet van 8 april 1965

betreffende de jeugdbescherming, aan de opvang van de minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit gepleegd hebben en aan het herstel van de schade die eruit voortvloeit. Het mandaat kan enkel op één jongere betrekking hebben.

De duur van de opvang door de dienst is beperkt tot maximum twintig werkdagen.

De dienst richt een verslag aan de beslissende instantie de dag voor het einde van het mandaat. Wanneer de dienst door de jeugdrechtbank gemandateerd is, zendt hij een afschrift van dit verslag aan de dienst voor gerechtelijke bescherming over.

Binnen de perken van zijn vermogen inzake opvang zoals bepaald bij artikel 2, wordt de dienst geacht binnen de twee uren van zijn interpellatie te reageren. Deze reactie kan de vorm innemen van een contact, een vergadering of een rechtstreekse of in de tijd verschoven opvangbeslissing.

De dienst moet, minstens, bereikbaar zijn van 9 tot 20 uur alle werkdagen en van 13 tot 19 uur de andere dagen.

De dienst kan een opvangverzoek enkel weigeren als zijn totale vermogen, zoals bepaald bij artikel 2, bereikt is.

**Art. 4.** Voor de toepassing van dit besluit, dient verstaan te worden onder aantal toestanden bedoeld bij het pedagogische project, het gemiddelde aantal toestanden die gelijktijdig behandeld kunnen worden. Het aantal effectieve toestanden wordt bepaald door het aantal mandaten die aan de dienst toevertrouwd worden. Het begin van de opvang stemt overeen met de datum van het mandaat.

Voor de toepassing van artikel 25, § 2, van het besluit bedoeld bij artikel 6, wordt de ratio van de opvangbeslissingen bepaald op 80 % voor de dienst bedoeld bij dit besluit.

#### HOOFDSTUK III. — *De subsidiëring*

##### *Afdeling 1.* — Algemene bepalingen betreffende de subsidies om personeels- en werkingskosten

**Art. 5.** De opvangen van jongeren toevertrouwd door andere instanties dan deze bedoeld bij artikel 3 wordt niet toegelaten.

##### *Afdeling 2.* — Subsidies om personeelskosten

**Art. 6.** De provisionele jaarlijkse subsidie om personeelskosten bedoeld bij de artikelen 31 tot 33 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, wordt aan de dienst op basis van de volgende effectieve normen toegekend :

1° 2 opvoeders;

2° 1 psycho-sociale medewerker.

Voor de verantwoording van de provisionele jaarlijkse toelage bedoeld bij het eerste lid, worden enkel in aanmerking genomen de volgende ambten in de personeelscategorieën opgenomen in bijlage 3 bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd :

A. Opvoedend personeel : alle ambten;

B. Psycho-sociaal personeel : maatschappelijk assistent of assistent in de psychologie, de licentiaten die houder zijn van een van de vijf licenties vermeld bij de bovengenoemde bijlage 3, met uitzondering van de licentie in de rechten.

##### *Afdeling 3.* — Subsidies om werkingskosten

**Art. 7.** De provisionele jaarlijkse subsidie om werkingskosten bedoeld bij de artikelen 35 en 36 van het besluit bedoeld bij artikel 6, toegekend aan de dienst, wordt op basis van 15.661 indexeerbare euro bepaald.

#### HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

**Art. 8.** De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 mei 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 3517

[C - 2009/29555]

#### 23 JUIN 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la commission d'avis en matière de dépistage du cancer du sein (CARC)

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, notamment les articles 17bis et 17ter insérés par le décret du 17 juillet 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juillet 2008 relatif au programme de dépistage du cancer du sein par mammographie numérique en Communauté française, notamment l'article 52, § 6;

Sur proposition de la Ministre ayant la Santé dans ses attributions;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le règlement d'ordre intérieur de la commission d'avis en matière de dépistage du cancer du sein annexé au présent arrêté est approuvé.